

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – **ALPIL** (Action pour l'insertion sociale par le logement) – **AMPIL** (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement) – **ASAV** (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et rroms) – **Association Solidarité Roms de Saint-Etienne** – **CCFD-Terre Solidaire** (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) – **LA CIMADE** (Comité intermouvements auprès des évacués) – **CLASSES** (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat) – **ECODROM** – **FNASAT-Gens du voyage** – **Habitat-Cité** – **Hors la Rue** – **LDH** (Ligue des Droits de l'Homme) – **MDM** (Médecins du Monde) – **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **PU-AMI** (Première Urgence- Aide Médicale Internationale)- **ROMAQUITAINE** – **Rencontres tsiganes** – **RomActions** – **Romeurope 94** – **Secours catholique (Caritas France)** – **SICHEM** (Service de Coopération Humanitaire pour les Etrangers et les Migrants) – **Une famille un toit 44**

Et le Collectif Roms 92 Sud, le Collectif nantais Romeurope, le Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie, le Collectif Roms des associations de l'agglomération lyonnaise, le Collectif Romyvelines, le Collectif de soutien aux familles rroms de l'agglomération orléanaise, le Collectif Romeurope 77, le Collectif solidarité Roms Lille Métropole, le Collectif Solidarité Roms Toulouse, Collectif Romeurope de Noisy Le Grand, Collectif Romeurope du Val Maubuée.



Paris, le 05 mars 2014

Harcèlement et stigmatisation : politiques et paroles publiques aggravent la précarité des habitants des bidonvilles

Malgré le changement de gouvernement, force est de constater avec consternation que **la situation des personnes vivant en squats et bidonvilles s'est dégradée** : évacuations des lieux de vie, expulsions du territoire... la même politique sécuritaire et coûteuse est conduite. Les bilans pourtant concordent tous : **cette politique est inefficace et inhumaine.**

Le CNDH Romeurope dénonce le traitement spécifique dont sont victimes les personnes roumaines ou bulgares ou venues d'Ex-Yougoslavie que les discours politique et médiatique dominants enferment dans une identité « rom » assignée et stigmatisée.

Pourtant **une autre politique est possible** sur la base de principes incontournables et dans le respect du droit commun pour mettre un terme à ce cercle vicieux orchestré dans lequel ces familles sont enfermées. Le CNDH Romeurope détaille son analyse dans ce rapport et soumet des **propositions** au gouvernement ainsi qu'aux candidats aux élections municipales.

L'exclusion que subissent ces familles doit s'arrêter ! Des solutions existent pour mettre un terme à ces situations !

Consultez le rapport du CNDH Romeurope et sa synthèse : www.romeurope.org

Contact presse :

Lola Schulmann, CNDH Romeurope : 06 68 43 15 15